

fini avec cet homme, tout au plus bon à être un champion de l'organisation, j'en ai fini avec lui, et peut-être pour toujours.

M. Robert Peel ne crut pas devoir s'en tenir là. Il vit une provocation dans ce défi. Un de ses amis vint demander à O'Connell des explications. Une assez longue correspondance suivit. L'orateur populaire fut bientôt mis en état d'arrestation; c'était une grosse affaire. Le public s'y intéressait si vivement que l'ami choisi par O'Connell pour conduire les négociations dut expliquer les choses dans une lettre adressée au peuple d'Irlande. La publicité donnée à cette correspondance envenima la querelle. M. R. Peel écrivit directement à O'Connell, en le priant de choisir un ami qui s'entendrait avec le colonel Brown, son second, sur les préliminaires d'une rencontre. M. O'Connell répondit qu'il était désolé, mais que le duel devait être forcément retardé par suite de son arrestation sous caution. Il paraît que Mme. O'Connell, effrayée, était allée elle-même chercher le shériff pour faire arrêter son mari. La rencontre devenait impossible en Irlande. Il fallait partir. Ostende fut choisi comme point de rendez-vous. M. Peel arriva jusqu'à cette ville; mais O'Connell, malgré toutes les précautions prises pour faciliter sa fuite, fut arrêté à Londres, au moment de monter en voiture pour se rendre à Brighton, où il devait s'embarquer. Obligé de payer, avec ses cautions, 50,000 francs, on le condamna en outre à ne pas sortir de Londres de quelques mois. M. Peel attendait vainement à Ostende, quand une lettre lui apprit que M. O'Connell était dans l'impossibilité de le joindre. Chacun retourna bientôt après à son poste, à Dublin. L'affaire y fut un instant réveillée. La police exigea d'O'Connell de nouvelles garanties de paix. Il lui fallut promettre qu'il n'irait à aucune époque sur le continent, et n'inviterait plus M. Peel à l'y suivre pour se battre. Le magistrat dit formellement à O'Connell que le Gouvernement était décidé, dans le cas d'une rencontre fatale, à poursuivre et à faire exécuter celui des adversaires, quel qu'il fût, qui serait favorisé par le sort.

L'affaire n'alla pas plus loin. L'agitateur a eu, dans plusieurs autres circonstances, des provocations à repousser; mais il avait compris la barbarie de l'usage du duel et avait juré de ne jamais plus s'exposer à verser le sang de ses frères. Il a déclaré souvent depuis cette époque qu'il acceptait avec fierté les insultes des personnes avec qui il refusait de se battre, comme une expiation de la mort de M. d'Est-erre, et il est resté fidèle à son serment, quoique cette fidélité ait dû coûter beaucoup à son caractère.

En 1817, O'Connell seconda de toute son activité le projet d'établir à Dublin une société des *Amis de la Réforme parlementaire*. La tentative, qui n'eut pas de suites, ent cependant un résultat, celui de mettre les protestants et les catholiques en contact dans les réunions qui eurent lieu pour cet objet. Nous voyons plus tard, en 1819, les catholiques réunis à la Rotonde de Dublin, dans le but spécial de remercier leurs concitoyens protestants d'avoir pétitionné pour leur émancipation, et leur donner un témoignage public de gratitude.

Nous n'avons aucun incident important à signaler avant la formation de la grande association catholique dont la société du même nom, établie en 1815, était en quelque sorte germe. O'Connell, qui seul ne désespérait pas de la lassitude de ses coreligionnaires, ne cessait de les rappeler à leurs devoirs. Il publiait de temps en temps des lettres et des adresses aux catholiques, en leur répétant ce refrain célèbre: *Esclaves héréditaires, ne savez-vous pas que pour être libres il vous faut frapper?* M. Sheil, aujourd'hui membre du gouvernement, et qui dès cette époque semblaient vouloir réserver l'avenir, s'engagea contre O'Connell dans une polémique épistolaire qui vint fomentier la division des catholiques. M. Sheil avait déjà des tendances gouvernementales.

Sa Majesté Britannique visita l'Irlande en 1821, dans l'espoir de se concilier, par de flatteuses et mensongères promesses, ses sujets catholiques. Ceux-ci votèrent au Roi une Adresse de félicitation dans laquelle ils insistaient sur l'état d'infériorité où l'Irlande était laissée. Les catholiques lui disaient:

« Dans les autres parties du vaste empire sur lequel règne Votre Majesté, vos yeux pourront rencontrer des preuves plus éclatantes de richesse, de grandeur et de puissance; mais dans aucune d'elles vous trouverez un attachement plus sincère et plus profond.

« Nous n'oublierons jamais l'heureuse époque de votre résidence parmi nous, et si les pensées de notre souverain, au milieu des sollicitudes du gouvernement se reportent vers l'Irlande, il peut compter qu'il y est le maître d'un peuple fidèle et dévoué. Tandis que l'Angleterre fournit à Votre Majesté le secours de ses richesses et de son commerce, nous, dans notre pauvreté cheveleresque, nous sommes prêts, comme nous l'avons toujours été, à vous offrir le noble tribut de notre sang. Vous avez un soldat dans chacun de nous, et nos vies sont à votre service pour la défense de votre trône et des libertés qu'il protège.

O'Connell n'avait pas rédigé cette Adresse, mais il fut choisi, le jour du départ du Roi, pour lui présenter, à la tête d'une députation catholique, une couronne de lauriers qui fut accueilli avec grâce. Le Roi fut prodigue de promesses, et quoique personne ne se soit laissé tromper, les orangistes feignaient de s'alarmer des dispositions conciliantes du Roi pour les catholiques. L'Irlande protestante fut bientôt épouvantée par la nouvelle suivante, sérieusement donnée par les journaux de Dublin:

« M. O'Connell voyage en ce moment avec une casquette de fourrure, ornée d'un galon d'or qu'il dit être un présent du Roi. Il est certain que Sa Majesté portait une casquette semblable lorsqu'elle est arrivée en Irlande. »

Ce fait avait une telle gravité qu'O'Connell dut le démentir. « Puisque ma casquette, écrivait-il, doit un jour figurer dans l'histoire, je donne le plus formel à la personne qui prétend qu'elle me vient du Roi. »

L'assurance donnée par l'avocat voyageur dissipa les inquiétudes. On comprit que la patrie courait moins de dangers qu'on ne l'avait supposé.

En 1822, le marquis de Wellesley était, à la satisfaction des catholiques, envoyé en Irlande comme lord-lieutenant.

L'agitateur fit à cette époque un voyage en France. Il vint à Paris voir le général comte Daniel O'Connell, pendant que sa famille se rendait à Pau, en passant par Bordeaux, où il alla la rejoindre. O'Connell, en quittant la capitale pour le midi de la France, se trouvait, dans le coupé de la diligence avec un capitaine de marine qu'il n'eut pas plutôt reconnu un sujet britannique dans son compagnon de voyage, qu'il commença à raconter contre l'Angleterre et les Anglais toutes les anecdotes que peut fournir sa mémoire. O'Connell écoutait en silence et s'amusa beaucoup de l'irritation dans laquelle son calme mettait le narrateur. Le capitaine, qui était, à ce qu'il paraît, résolu à faire sortir l'*Englishman* de son sang-froid, se tourne brusquement vers O'Connell, et lui adresse ainsi la parole:

— M'entendez-vous, Monsieur? me comprenez-vous?

— Parfaitement.

— Eh bien? comment, vous n'avez donc rien à répondre à mes provocations? Ne sentez-vous pas mes attaques contre votre pays et vos compatriotes?

— Je n'ai pas lieu de m'offenser. Tout au contraire, je pense que les Anglais méritent bien ce que vous en avez dit.

— Comment, Monsieur, vous êtes cependant Anglais, n'est-ce pas?

— Non, Monsieur, je suis Irlandais, et loin de me fâcher de ce que vous avez dit, je trouve que vous n'avez pas assez sévère.

Le capitaine, surpris et désappointé, ne tarda pas à comprendre que les Irlandais n'ont pas à venger les injures faites à l'Angleterre, et il fut, durant le reste du voyage, le compagnon le plus aimable de l'illustre agitateur.

A continuer.

PENSÉES PASCAL. ARTICLE VI.

Les sciences ont deux extrémités qui se touchent: la première est la pure ignorance naturelle où se trouvent tous les hommes en naissant; l'autre extrémité est celle où arrivent les grandes âmes, qui, ayant parcouru tout ce que les hommes peuvent savoir, trouvent qu'ils ne savent rien, et se rencontrent dans cette même ignorance d'où ils étaient partis. Mais c'est une ignorance savante qui se connaît. Ceux d'entre eux qui sont sortis de l'ignorance naturelle, et n'ont pu arriver à l'autre, ont quelque teinture de cette science suffisante, et sont les entendus. Ceux-là troublent le monde, et jugent plus mal de tout que les autres. Le peuple et les habiles composent, pour l'ordinaire, le train du monde: les autres le méprisent et en sont méprisés.

LA VILLE DE MARSEILLE

Comme dans toutes les périodes de transition, le bien et le mal sont aujourd'hui tellement mêlés que si l'on se préoccupait seulement des faits dont on est témoin l'on ne saurait trop si la France marche vers une régénération glorieuse ou si elle s'enfonce de plus en plus dans l'abîme d'une incurable dégradation. Toutefois, les plus timides doivent se rassurer, lorsqu'ils comparent les temps actuels au demi-siècle qui les a précédés. Le bien grandit plus rapidement que le mal, et déjà nous sommes loin de ces jours néfastes où le peuple trompé s'imaginait que l'Eglise était nécessairement hostile à toutes les grandes entreprises destinées à accroître véritablement la richesse publique. L'alliance de la religion avec le travail n'implique plus, dans la pensée des prolétaires, la même contradiction qu'autrefois, et l'on peut hardiment affirmer que le plus dangereux de leurs anciens préjugés est maintenant à demi-vaincu.

L'honneur de ce premier succès revient en très-grande partie à notre épiscopat. On sait combien de fois il a honoré de son bienveillant appui les opérations industrielles dont les principaux avantages arrivent directement au peuple, soit par les salaires qu'il en retire, soit par l'élan qu'elles donnent à la production nationale. L'opinion publique n'est plus aveugle sur ce point, et elle a recueilli avec une respectueuse gratitude les paroles d'encouragement et de bénédiction plus d'une fois prononcées par des évêques. Aujourd'hui quelque chose semblerait lui manquer si la voix d'un pontife n'appelaient solennellement la protection du Ciel sur le canal où flotte la première barque, sur le chemin de fer que parcourt le premier convoi. Trop souvent les administrations se passeraient volontiers de ces saintes cérémonies, mais elle sont contraintes d'obéir à un sentiment de convenance, qui est devenu général. Il y a vingt ans, la place faite à un évêque dans une fête de ce genre sût été un hommage rendu à l'autorité temporelle. Maintenant l'hommage s'adresse à la conscience des citoyens, et cela vaut assurément mieux.

Parmi les travaux entrepris de nos jours, il n'en est aucun de plus utile ou de plus grandiose que le canal de dérivation qui conduit les